



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL — COLLÈGE D'HAGONDANGE

Lundi 26 janvier, le transport scolaire censé ramener à 17h une partie des élèves de notre établissement à leur domicile **a été détourné de son trajet afin qu'un contrôle de gendarmerie soit effectué**. Cette décision, prise sur « réquisition du procureur de la République » d'après la presse, a entraîné « des contrôles d'identité, palpations de sécurité et fouilles de sacs ».

Nous avons connaissance des faits qui se sont produits sur cette ligne de bus. **Ils ont mobilisé une partie du personnel de l'établissement** pour les éclaircir, comprendre qui étaient les fautifs et engager des mesures pour revenir à une situation sereine. Parallèlement, **de nombreux contrôles de police ont été mis en place** au moment de la sortie de l'établissement et à la montée du bus. Des élèves ont été suspendu.es du réseau de bus, une communication auprès des élèves, ainsi qu'une réunion, ont eu lieu, puis la mise en place d'un contrat moral. Aucun incident ne s'est déclaré depuis.

Dès lors, **cette méthode qui vise à impressionner l'ensemble des élèves, sans la présence de leur parent ni même d'un adulte de l'établissement, est absolument injustifiable**. Cela s'apparente bien davantage à une punition collective qu'à des mesures ciblées contre quelques individus ayant menacé la sécurité du voyage. **Un principe contraire à toute démarche éducative**.

Par ce communiqué, **nous tenons à condamner de telles pratiques**. Elles nuisent gravement au climat scolaire. Nous avons constaté l'agitation ou au contraire l'abattement de nos élèves suite à ces fouilles en présence de la police. Ces contrôles leur ont donné l'impression d'être considéré.es comme des délinquant.es alors qu'ils et elles ne faisaient que se rendre à l'école ou en revenir, comme tout enfant de leur âge. Nous ne pouvons pas rester sans réagir face à cette mise au pas de la jeunesse. Ces pratiques sont contraires à l'apprentissage, à l'émancipation et à l'égalité des chances au sein de l'école que nous défendons. Nous continuerons à **manifester notre solidarité envers les parents d'élèves qui se sont indigné.es de cet acte et de ces méthodes**. Nous continuerons de nous tenir à leur côté, dans un travail collectif, pour le bien être des élèves et de l'ensemble du personnel de l'établissement.

A l'opposé de ces opérations brutales, **ce sont des moyens humains que nous demandons depuis des années** car la meilleure des préventions réside dans des solutions éducatives et pédagogiques. Nous ne réclamons pas plus de police ou de sanctions, mais de personnels médicaux, sociaux et éducatifs dans l'établissement.

Fait à Hagondange, le 2 février 2026